Le Courrier des Opelousas.

VOL. 4. **OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 26 JUILLET, 1856.** **No. 34.**

OPELOUSAS:
SAMEDI MATIN, 26 JUILLET, 1856.

NOMINATIONS DEMOCRATIQUES.

Pour Président:
JAMES BUCHANAN,
DE LA PENNSYLVANIE.
Pour Vice-Président:
JOHN C. BRECKENRIDGE,
DU KENTUCKY.

ELECTEURS.
PREMIER DISTRICT.
Electeur—C. J. VILLERE.
Sous-Electeur—L. ST. MARTIN.
SECOND DISTRICT.
Electeur—W. J. ELMORE.
Sous-Electeur—T. J. SEMMES.
TROISIEME DISTRICT.
Electeur—T. LANDRY.
Sous-Electeur—A. JOURDAN.
QUATRIEME DISTRICT.
Electeur—JOHN McVEA.
Sous-Electeur—W. E. WALKER.
CINQUIEME DISTICT.
Electeur—T. O. MOORE.
Sous-Electeur—A. GARRIGUES.
SIXIEME DISTRICT.
Electeur—H. GREY.
Sous-Electeur—WM BEARD.

NOS AGENTS.

Les personnes suivantes sont autorisées à collecter et à recevoir des souscriptions et avis pour le *Courrier des Opelousas*, dans leurs villages respectifs:

AUGUSTE MARAIST,	St. Martinville, Le.
ARTHUR BULLIARD,	Pont Breaux, Le.
A. MILPSPAUGH,	Washington, Le.
E. E. COCHRANE,	Marksville, Le.

PAYEZ VOS TAXES.— Ceux qui n'ont point encore payé leurs taxes d'Etat feront bien de se rendre, sans délai, au bureau du Shérif, pour régler cet impôt, attendu que cet officier ne peut consciencieusement attendre plus longtemps pour faire cette collection, sans que ses propres intérêts et sa responsabilité morale en souffrent considérablement.

Nous référons nos lecteurs à un avis du Shérif, dans une autre colonne.

☞ Nous appelons l'attention de nos lecteurs à l'avis de MM. Genin, Poiret & Co. Ces Messieurs vendent leur magnifique assortiment de marchandises au prix coutant, sans restriction. Nous invitons donc ceux qui ont bourse garnie de s'y rendre, car ils y feront, immanquablement, de bons marchés.

☞ Jettons un coup d'œil sur l'avis intitulé "ESSAYEZ VOTRE CHANCE," dans une autre colonne de notre journal, et en définitive, allons chez Delarue nous enrichir une bonne fois!

☞ Une lettre datée: Lassalles (Illinois), 2 juillet, 1856, et adressée par un individu bien placé pour juger de l'aspect de la politique dans l'Etat de l'Illinois, dit, entre autres choses:

"Je suppose que vous savez déjà qu'il n'y aura pas de ticket électoral pour Fillmore dans l'Etat de l'Illinois. Les know-nothings voteront en masse pour Frémont, l'abolitioniste, tandis que les whigs de la vieille souche, voteront presque aussi en masse pour Buchanan, le candidat démocrate.

"On s'accorde généralement à croire que l'Etat se prononcera pour Buchanan par une majorité de 12,000 voix."

Le *Journal de la Côte*, publié à Donaldsonville, publie sur M. Fillmore un article dont nous détachons les lignes suivantes:

Oui, s'il lui resté whig, s'il n'eût pas abjuré ses anciens principes pour prêter serment à la constitution d'un ordre proscripteur, il pourrait dire maintenant en s'adressant à la nation tout entière: "Vous voyez en moi, concitoyens, l'homme ferme et inébranlable dans ses principes et en même temps l'homme modéré et conciliateur prêt à rendre justice à tous les mérites. Si vous me portez par vos suffrages à la chaire présidentielle, vous retrouverez en moi le Fillmore que la Providence y avait élevé il y a quelques années, et qui sut remplir son devoir dans des circonstances difficiles."

Tel pourrait être le langage de M. Fillmore s'il ne s'était tué lui-même en s'unissant à un parti déjà jugé et condamné par tous les véritables Américains. Mais à présent, que pourrait-il pour se réhabiliter? Quelles excuses donnerait-il à sa conduite passée; quelle garantie pour l'avenir? Il ne pourrait que dire j'ai embrassé le parti know-nothing par ambition, et maintenant que je le crois incapable de me faire Président, je me proclame candidat indépendant encore PAR AMBITION.

Non, encore une fois, la candidature de M. Fillmore ne peut réussir. Elle est PERDUE, elle est morte: et c'est le know-nothingisme qui l'a tuée.

CONVENTION KNOW-NOTHING.— Dans le Massachusetts, au centre même du know-nothingisme, M. Fillmore a été supplanté par M. Jn. Frémont; dans la convention qui a eu lieu dernièrement, sur 447 délégués, 280 se sont prononcés pour le dernier et 197 seulement pour M. Fillmore.

Que peut-on conclure de ce fait, sinon que tous les Etats du Nord voteront pour le candidat des Républicains Noirs?

LE PARTI WHIG.— La convention whig qui s'est tenue, le 3 juillet à Louisville n'a eu aucun résultat positif, sinon de faire ressortir le nativisme des whigs du Kentucky, et l'état de désorganisation du parti en général. Une résolution a été adoptée déclarant qu'il ne doit pas y avoir de convention générale du parti whig, et que chaque membre doit rester libre de voter pour le candidat des autres partis qui lui paraîtra le meilleur.

Un effort tenté en faveur de M. Fillmore a complètement échoué.

☞ Il y a quelques jours, dit l'*Etoile du Sud*, notre village (la Nlle-Ibérie) a été visité par plusieurs habitants du Texas, armés de pied en cap, à la recherche d'un mulâtre accusé d'avoir assassiné un blanc, il y a environ une semaine.

Parmi ces personnes se trouvait le nouveau shérif du comté d'Orange, Texas.

REVOLTE EN ESPAGNE.—Valladolid a été le théâtre de quelques petites révoltes motivées par la cherté des vivres. Plusieurs maisons ont été incendiées. Les moteurs de ces désordres ont été arrêtés.

RUSSIE.— On rapporte que la Russie est en train de reconstruire Nicolaïef et Sébastopole d'une manière beaucoup plus formidable que jamais.

PETITE REVUE.
(*Extrait du Courrier de la Louisiane.*)

Nous voici au 10 juillet, et jusqu'ici, l'hôpital de Charité, très souvent alarmiste, n'a pas constaté un seul cas de fièvre jaune. La ville est des plus saines, malgré les chaleurs excessives qui y règnent et auxquelles la nuit elle-même ne vient pas apporter d'adoucissement. Il faut vraiment être doué d'une constitution à toute épreuve pour résister aux atteintes si terribles de ce soleil de juillet.

Nous avons cru remarquer qu'elles avaient eu une fâcheuse influence, car c'est à elles et à l'impatience qu'elles causent que nous attribuons certains excès commis en pleine rue, ces jours derniers, certains assauts entre personnes fort connues dans notre communauté.

Cet état de salubrité, que nous constatons ici, ne nous engagera pas cependant à conseiller aux absents de rentrer en ville, ou à ceux qui y sont encore, malgré leur non acclimatement, d'y prolonger leur séjour. C'est là une responsabilité que nous ne prendrons jamais. C'est en fait de fièvre jaune, surtout, que demain n'appartient pas aux médecins: on sait que les plus éminents d'entre eux ont tout mis en œuvre afin de remonter aux causes du mal périodique, qui retarde tant la marche de notre cité, et aucun d'eux n'a pu se former à cet égard des idées bien fixes. La fièvre jaune est capricieuse au possible: les conditions dans lesquelles elle se manifeste varient d'une année à l'autre, et souvent, du tout au tout.

Donc elle peut naître d'un moment à l'autre, et fondre sur ceux qui—en vue du présent—se sont montrés trop confiants dans l'avenir.

Nous voudrions que nos Conseils—quand ils auront satisfait leurs passions politiques, car la politique a ses grandes entrées à l'Hôtel de Ville—s'occupâssent d'une question des plus importantes pour notre ville, l'hygiène publique, et chargeâssent une commission de médecins éclairés de la rédaction d'un plan à ce sujet. Il nous paraît qu'il y aurait, à cet endroit, d'excellentes idées à mettre en pratique, et notre corps médical compte assez d'hommes distingués pour nous être une garantie qu'on obtiendrait des effets salutaires d'une pareille consultation.

On ne saurait trop le répéter: la médecine préventive est le premier des moyens pour écarter le fléau auquel nous faisons allusion, et en cela les Conseils peuvent beaucoup.

A propos de nos Conseils, disons qu'ils viennent d'inaugurer leur règne par un acte énergique: ils ont ordonné—à l'unanimité— la distribution des saucisses municipales empoisonnées, destinées à la destruction des chiens errants. Cette mesure est prise contre les chiens—sans distinction de parti—et les malheureux quadrupèdes, qui n'ont pas de maîtres assez prévenants pour leur mettre la muselière, vont courir de grands risques. Ceux que l'on laissera libres maudiront fort cette liberté, quand ils se seront repus de la perfide charcuterie officielle.

Ils seront une image assez fidèle de ces malheureux esclaves, embauchés par les abolitionistes, qui, une fois rendus à cette liberté tant vantée, sont abandonnés par leurs bienfaiteurs, et meurent un beau jour, de souffrances et de faim. Alors, ils regrettent fort l'esclavage: ils voudraient bien reprendre cette chaîne légère, au bout du compte, mais il est trop tard. Les bienfaits des abolitionistes sont leurs saucisses empoisonnées à eux.

La ville est déserte et d'une monotonie désespérante. Jamais nous n'y avons vu l'ennui trôner plus despotiquement. En face des désordres répétés qui ont désolé la communauté, les citoyens eux-mêmes, qui avaient l'habitude de demeurer ici, à poste fixe, ont déserté, cette année, et ont été chercher autre part une tranquillité, une sécurité devenues fort difficiles dans nos murs.

Notre bulletin politique est fort pauvre aujourd'hui.

On sait que les Démocrates de la Nouvelle-Orléans ont ouvert la campagne électorale par un fort beau meeting de ratification, pour lequel, malgré notre population clair-semée, ils ont su trouver un public considérable. Ce fait indique à ne pas s'y tromper que, pour balayer les ruines du know-nothingisme, la Démocratie n'a qu'à s'organiser, mais d'une manière sérieuse, forte. Le temps de la confiance est passé: nous ne pouvons, nous ne devons plus croire aux promesses de nos adversaires. Il importe que la Démocratie déploie dans la lutte prochaine la plus grande fermeté, tout en ne faisant usage que de moyens honorables. Nous succomberions, nous serions tués par la déconsidération, le ridicule, si nous permettions que le système de violence, inauguré par les K. N., soit continué plus longtemps.

Notre majorité en ville n'est pas au-dessous de quinze cents à deux mille voix: il serait mille fois honteux de tomber avec une pareille puissance.

Chaque courrier qui nous arrive du Nord, nous apprend que les actions de M. Fillmore sont en baisse, et que le transfuge du parti whig est à la veille d'une de ces défaites dont on ne se relève pas. C'est entre MM. Buchanan et Frémont qu'aura lieu la lutte de Novembre: que le Sud s'y prépare.

Le plus grand enthousiasme règne dans nos campagnes: partout, on s'apprête au combat, et la Louisiane donnera un vote triomphant aux élus de la Convention de Cincinnati, aux candidats du peuple.

Nos relations avec l'Angleterre ont pris un caractère beaucoup plus pacifique: le ton des ministres de la Grande-Bretagne nous est une garantie certaine que la guerre n'éclatera pas entre les deux pays, ainsi que l'avaient craint quelques alarmistes.

C'est un bonheur pour les deux nations, et un désappointement pour ces fameux *carabiniers* politiques, dont nous parlions hier, et qui reviennent ainsi au modeste rôle de pékin.

PAROISSE ASSOMPTION.— Dans notre dernier voyage, dit le *Journal de la Côte*, le long des bords du Bayou Lafourche, nous avons pu nous convaincre que la récolte de cannes y sera aussi pauvre que sur le fleuve. Il y a bien peu d'habitants qui osent exprimer l'espoir d'avoir assez de cannes pour faire quelques boucauts de sucre. Les cannes, outre qu'elles sont si mal levées, ont tellement souffert de la sécheresse, qu'elles sont loin d'avoir atteint la hauteur qu'elles avaient les années précédentes, à pareille époque.

Quant au maïs, il est plus ou moins beau, suivant les champs; mais tout le monde s'accorde à dire qu'on en recoltera une grande quantité.

RELIGIONS AUX ETATS-UNIS.

Dénominations.	Membres, en 1854.	Membres en 1855.
Baptistes,	4,300,000	5,500,000
Methodistes,	3,000,000	4,000,000
Presbytériens,	2,474,000	3,075,000
Congrégationalistes,	1,400,000	2,000,000
Catholiques,	1,190,000	2,180,000
Episcopaliens,	1,600,000	1,677,551
Universalistes,	600,000	600,500
Luthériens,	540,000	640,000
Allemands réformés,	250,000	450,000
Amis,	100,000	220,000
Unitaires,	180,000	207,000
Dunkards,	30,000	51,750
Mormons,	12,000	32,290
Shakers,	6,000	11,720
Moraviens,	5,000	9,651
Swedenborgiens,	6,000	11,200
Campbellistes,	150,000	300,000
Juifs,	15,000	18,000
Nouvelle-Jérusalem,	5,000	7,500

CHAIR DE BŒUF ET CHAIR DE VACHE OU DE TAUREAU.—Voici, d'après un journal d'agriculture, à quels signes on doit reconnaître les chairs du bœuf, de la vache et du taureau:

La chair du bœuf doit être fine, douce, d'un rouge agréable et légèrement marbrée de veines blanches; si la graisse est d'un blanc jaunâtre, c'est un signe de jeunesse et de bon état.

La viande de vache est d'un grain plus serré et d'un rouge moins vif; la graisse en est toute blanche.

La chair du taureau est encore plus serrée que celle de la vache et d'un rouge noirâtre; sa graisse, très jaune et très dure, a toujours une assez forte odeur de rance.

DU PARTI WHIG.
(*Extrait de l'Union de Lafourche.*)

Plus nous approchons de l'époque de l'élection, plus les membres du Parti Américain font d'efforts pour prendre des votes à ce vieux piège: que know-nothingisme et whiggisme sont synonimes.

Plusieurs journaux, et notamment l'*Abeille*, ont entrepris de soutenir la candidature de M. Fillmore, non comme know-nothing, mais comme whig. Position insoutenable, et que le simple raisonnement détruit.

Malheureusement cette politique hypocrite, cette politique que tout honnête homme doit blâmer, car elle spécule sur l'ignorance et la crédulité du peuple, trouve de l'écho chez beaucoup d'anciens whigs.

Nous allons essayer de faire voir dans quelle erreur sont tombés ceux qui voient dans M. Fillmore uniquement un whig, et qui, comme tel, se disposent à le soutenir.

Les partis, comme les peuples, les nations, l'humanité et même l'homme, n'existent qu'en vertu de certaines lois providentielles et sociales, avec lesquelles ils ne peuvent transiger sans mettre leur existence en péril.

Le progrès est la loi de l'humanité. Chaque race, chaque peuple, chaque parti politique, chaque société, chaque homme, a son rôle, sa mission à remplir dans cette poursuite du progrès. Quand les peuples et les sociétés ont atteint leur but ou accompli leur mission, ils cessent d'exister parce-qu'ils n'ont plus de raison d'être; ils périssent de même quand ils mentent à leur mission, quand ils se refusent à concourir au but général.

Les partis politiques comme les sociétés, sont soumis à ces lois générales: ils n'existent que parcequ'ils représentent des idées, que parce qu'ils poursuivent un but. Du moment que le but est atteint, le parti cesse d'exister: cela est évident.

Nous voudrions bien convaincre de cette vérité nos lecteurs; nous voudrions qu'ils comprissent très bien que du moment que les doctrines, les principes, les mesures d'un parti ont été généralement adoptés, ce parti doit nécessairement se dissoudre pour faire place à un autre, représentant d'autres idées et d'autres principes.

Eh bien! dans la lutte que se sont livrés les whigs et les démocrates pendant tant d'années, il est arrivé que ces premiers ont imposé aux derniers plusieurs de leurs idées, comme les derniers ont fait adopter plusieurs des leurs aux premiers. Cette révolution se joua principalement sous l'administration de M. Fillmore, et quand il quitta son siège, on s'aperçut qu'il n'y avait d'autre différence entre les whigs et les démocrates que le nom.

De là l'immense majorité de M. Pierce, homme inconnu, sur M. Scott, homme populaire et dont la capacité était prouvée.

Le parti whig n'est pas tombé, il a fini paisiblement, parce qu'il ne représentait plus aucun principe qui ne fut aussi chez ses adversaires.

Le parti whig n'a point été vaincu: il a cessé de faire de l'opposition aux démocrates, parce qu'il aurait fait de l'opposition à ses propres idées, à ses propres principes.

Si donc M. Fillmore était encore comme on veut le faire croire, le whig, l'homme de 1850, il serait à deux doigts de jeu de M. Buchanan, et ne POURRAIT lui faire la moindre opposition; tout au contraire, il se fait le chef, le porte-étendard d'un parti dont chaque principe ferait frissonner d'indignation M. Clay s'il était encore vivant, dont chaque doctrine est l'antipode des doctrines whigs, et l'on vient vous dire, c'est un whig, votez pour lui!

N'est-ce pas là le comble de l'hypocrisie? n'est-ce pas là un piège que l'on tend à ceux qui ne s'attachent qu'aux mots et qui ignorent l'histoire de nos dernières transformations politiques?

Il y a des paysans en France qui croient que Napoléon Ier n'est pas mort et qu'il reparaitra un jour. Eh bien! il y a parmi nous des gens, ignorants des causes de la naissance et de la chûte des partis, qui croient que les whigs renaîtront, et qu'en votant pour M. Fillmore, ils aideront à cette résurrection.

C'est une erreur! Qu'ils le sachent bien, les whigs ont cessé d'exister parce qu'ils ont atteint leur but: ils voulaient faire dominer dans la nation l'élément conservateur, et aujourd'hui cet élément sert de base au parti démocrate.

AMELIORATIONS.

☞ Nous copions avec plaisir l'article suivant du *Courrier du Têche*, du 19 courant:

Notre village se relève peu à peu, de l'état de torpeur dans lequel l'avait laissé le terrible incendie du mois de février dernier. Les affaires, qui semblaient mortes à tout jamais, reprennent leur première animation. Les marchands attendent presque tous, du Nord, des assortiments considérables; et le commerce promet de devenir plus prospère que jamais.

D'un autre côté, plusieurs superbes maisons qu'on élève, vont ajouter à l'apparence de notre village. La fabrique de l'Eglise Catholique a jeté les fondations d'un vaste et beau presbytère. M. Benson a bientôt achevé deux beaux magasins en briques.—M. Sandoz livrera, le mois prochain, trois grands magasins en briques, avec toitures à l'épreuve du feu.

Plusieurs citoyens construisent aussi de belles maisons. Les autorités, il semble, ne veulent pas non plus rester de l'arrière. On a commencé cette semaine, la démolition de la maison de cour, cet informe pâté de briques qui menaçait journellement de s'écrouler sur la tête des passans. Les matériaux qu'on en tirera serviront aux fondations d'une vaste maison de cour, sur un plan nouveau et *comfortable* La commission chargée de la construction de la maison de cour et de la prison de paroisse, se propose de commencer au plus tôt, la construction de ces deux édifices. Nous pouvons donc compter voir bientôt remplacer, par de belles et solides bâtisses ces monceaux croulants de briques et de charpentes qui nous ont, jusqu'à présent servi de geôle et de maison de cour.

Le conseil de ville, qui ne cesse de nous doter d'améliorations utiles, vient de faire construire un corps de garde de police, avec salle de police, prison et tous les accessoires d'usage, ainsi qu'une case-à-pompe très convenable. Nous félicitons surtout l'autorité de l'heureux choix qu'elle a fait de l'emplacement de ces établissements, qui est à la fois central et accessible de tous côtés.

Entre autres améliorations d'une utilité générale, nous citerons les travaux que le voyer de paroisse fait en ce moment, près du Bayou Tortue, sur le chemin qui conduit à Lafayette. Nous n'avons jamais vu, en fait de chemin naturel, d'ouvrage plus parfait que celui de cette route. C'est un travail que nos habitants qui sont sujets à l'entretien des chemins publics devraient examiner et adopter pour modèle; ils y gagneraient par l'économie du travail et par sa grande durée, qui nécessiterait moins de travail d'entretien. Le public y gagnerait à la qualité des routes et à l'agrément et la facilité du roulage.

Des discordes de mauvais augure commencent à se renouveler dans le camp des know-nothings, depuis l'ouverture de la campagne présidentielle. Dans le Massachusetts même, ce théâtre éphémère du parti, l'approche d'une convention d'Etat fixée à demain, mardi, a donné lieu à des scissions profondes. Le complot de livrer les votes aux républicains a été dénoncé vendredi soir à Charlestown, et les délégués ont reçu l'injonction de soutenir M. Fillmore. Mais à Newburyport, un meeting a ratifié la candidature de M. Fremont.

Dans l'agitation qui en résulte, les partisans de M. Fillmore déclarent que si la convention de Springfield passe à Frémont, ils protesteront en se réorganisant de nouveau pour la campagne présidentielle.

(*Idem.*)

M. JAMES BUCHANAN.

A toutes les époques, dans tous les pays il se trouvera toujours des hommes qui sont fatigués d'entendre dire et redire autour d'eux: *Aristide le juste*: il se rencontrera perpétuellement des natures jalouses, envieuses qui voudront frapper d'ostracisme tout citoyen distingué par les siens.

Aussi, nous ne nous étonnons jamais de voir jeter la pierre aux caractères les plus purs: c'est du contraire que nous serions surpris.

Il est donc dans le courent des choses ordinaires qu'un homme éminent ait des ennemis, et, quand cet homme là devient un candidat, vous devez vous attendre à ce que ses ennemis sortent de dessous terre, à ce qu'il soit la cible sur laquelle on prend plaisir à tirer.

C'est ce qui arrive aujourd'hui à M. James Buchanan.

Le passé de M. Buchanan peut affronter, on le sait, l'analyse la plus minutieuse; on n'y trouve que des pages honorables, que des preuves d'un patriotisme véritable—Membre d'un Congrès—Secrétaire d'Etat—Ambassadeur—tous ses actes, en ces différentes capacités, parlent hautement en sa faveur, et, cependant, depuis qu'il a été mis en avant par la Convention de Cincinnati, il subit cette loi de l'humanité, qui veut que l'envie s'attaque aux caractères les plus estimables.

Dans sa lettre d'acceptation, M. Buchanan a annoncé qu'il ne répondrait pas aux interrogatoires qui pourraient lui être posés durant la campagne électorale: il s'est contenté de faire, une fois pour toutes, une déclaration de principes

Donc, alors qu'il sera l'objet des calomnies de ses adversaires—et le cas se représentera souvent—c'est à la presse démocratique à le défendre, à répondre, et nous nous acquitterons toujours religieusement de ce soin.

Déjà le feu a été ouvert, et, comme on sait que l'election prochaine sera, avant tout, une question de l'esclavage dans les territoires que ses ennemis tentent de prendre notre candidat en défaut.

Ces ennemis-là, après avoir bien médité la lettre d'acceptation de M. Buchanan, ont fini par y découvrir un lambeau de phrase, qu'ils désignent aux soupçons des partisans de l'esclavage. Cette phrase est celle où M. Buchanan, citant en appuyant l'acte du Kansas et du Nebraska, dit que cet acte déclare "*Que le peuple d'un Territoire, aussi bien que celui d'un Etat, décidera lui-même si l'esclavage doit exister ou non dans ses limites*"

Quelques-uns de nos adversaires ont feint de conclure de cette phrase, qu'ils isolent, que M. Buchanan place les Territoires sur le même pied que les Etats, relativement à l'esclavage, et que le peuple des dits Territoires a le droit de décréter, *en tout temps*, pour ou contre cette institution.

Si tel était le sens attaché par M. Buchanan à cette phrase, certes, il y aurait lieu à l'attaquer; mais un moment de réflexion fera voir qu'il n'y a que la perfidie dans ceux qui l'accusent à ce sujet.

Il est évident que M. Buchanan entend par "le peuple d'un Territoire" cette masse d'hommes, arrivée à un chiffre assez considérable pour réclamer son admission dans l'Union. M. Buchanan déclare, dans ces lignes citées plus haut, que ce peuple, comptant la population nécessaire afin de devenir Etat, réuni en Convention, pour se donner une Constitution, qu'il soumettra subséquemment à l'approbation du Congrès, est souverain, pour décider si l'esclavage sera ou non introduit dans ses limites. C'est seulement à ce moment là que M. Buchanan le place sur un pied d'égalité avec le peuple d'un Etat, cela est une doctrine d'une vérité incontestable. Ce droit est acquis au Territoire, réuni en Convention, au moment de cette transformation qui va en faire un Etat. Un principe contraire serait puéril: il serait oiseux, on le voit, de pousser la doctrine plus loin, puisque ce même peuple du territoire—dont la constitution sera, certainement, adoptée par le Congrès—si elle n'est pas en contradiction avec la Constitution de l'Union—sera seul apte à décider—une fois admis comme Etat de la Republique, s'il doit tolérer ou défendre l'esclavage. C'est a l'heure même de la réunion de l'assemblée constituante que ce droit commence et doit commencer, puisque cette population, nécessaire à la création d'un Etat, existe et est représentée par ses délégués.

Ainsi, M. Buchanan a eu raison de dire que le peuple d'un territoire, aussi bien que celui d'un Etat, a le droit de légiférer sur l'esclavage, puisqu'il prend ce peuple à cette époque de transition, où il va rentrer définitivement, comme souverain, dans la Confédération.

La pensée de M. Buchanan nous parait évidente dans cette phrase que l'on a voulu torturer pour en tirer un sens qui lui fût défavorable; et en rapprochant ce fait de l'acceptation entière de la plateforme de Cincinnati par M. Buchanan, il ne peut rester de doutes sur les opinions de notre candidat.

Cette plateforme dit quelque part:

"*We recognize the right of the people of all the Territories, including Kansas and Nebraska, acting through the legally and fairly expressed will of the majority of actual residents, and whenever the number of their inhabitants justifies it, to form a Constitution, with or without domestic slaverg, and to be admitted into the Union upon terms of perfect equality with the other States.*"

"*Nous reconnaissons au peuple de tout Territoire, y compris le Kansas et le Nebraska, agissant d'après l'expression légale et pure du vœu de la majorité des résidants, et quand le fait est justifié par le nombre des habitants, le droit de faire une Constitution, avec ou sans l'esclavage, et d'être admis dans l'Union sur un pied d'égalité parfaite avec les autres Etats.*"

La déclaration est claire, nette, sans équivoque, et l'homme, qui a accepté publiquement et entièrement la plateforme dont cette déclaration est partie intégrante, n'a pas cru que l'on pût se tromper sur sa pensée, alors qu'il se servait de ce terme "le peuple d'un Territoire."

Ceux qui tentent de porter atteinte à M. Buchanan ne tromperont personne sur ses opinions à propos du "*Squatter Sovereignity*". Notre candidat pense, avec tout son parti, que chaque territoire est une propriété de l'Union, à laquelle ont droit tous les membres de la Confédération, tous ceux qui sont parties au pacte fédéral, et que permettre aux habitants de ce territoire d'y défendre l'esclavage serait une violation de propriété commis contre le Sud, dont les citoyens ont le privilége de se transporter dans lesdits territoires, avec leur industrie et leurs biens, quelle qu'en soit la nature.

Cette doctrine est celle pour laquelle M. Buchanan a combattu avec ardeur, dont il est le champion avancé aujourd'hui: c'est la seule qui soit honnête. Il nie aux habitants des Territoires, n'étant pas en nombre suffisant pour devenir Etats, le droit de toucher à la question de l'esclavage, comme il nie ce droit ne commence que dans le sein de la Convention Territoriale, chargée de donner une constitution au Territoire, et c'est là ce qu'il prétend dire quand il écrit: "*The people of a Territory, like those of a State.*"

Nous le répétons, adopter une doctrine opposée à celle là, contester ce droit serait agir inutilement, dans le vide, car la transformation de Territoire en Etat, une fois accomplie, nulle puissance ne pourrait empêcher ce dernier d'admettre ou de proscrire l'esclavage. La Convention une fois formée légalement, siégeant, le peuple est bien constitutionnellement représenté, et il peut, dès lors, exprimer sa volonté. Se redresser contre ce pouvoir serait un commencement d'attaque à la souveraineté des Etats.

Si l'on voulait une preuve de plus pour établir la nationalité, l'orthodoxie de M. Buchanan, au sujet de cette question des Territoires, on la trouverait dans ces paroles prononcées par lui, dans une assemblée publique, à Washington, en 1848, alors qu'il était Secrétaire d'Etat:

"En Californie, disait-il, cette question de l'esclavage doit être décidée définitivement, dans une courte période de temps, et par l'autorité *que notre Constitution reconnait, qui est sans appel. Tous admettront que le peuple de ce Territoire, une fois assemblé en Convention, pour se faire une Constitution d'Etat*, possède *seul le pouvoir exclusif* de décider si l'esclavage existera ou non dans ses limites."

En face de précédents semblables, en face de la carrière politique si connue de M. Buchanan, il est inconcevable que ses adversaires lui aient cherché querelle à cet endroit. C'est de l'insigne mauvaise foi. Mais eux aussi ne veulent pas que l'on accole l'épithète de "Juste" au nom d'Aristide.

Ils veulent aussi frapper d'ostracisme sa gloire qui les efface. Par bonheur, leurs coquilles ne blesseront qu'eux.—*Courrier.*

☞ Disposer d'un secret, c'est disposer d'un bien qui ne nous appartient pas; c'est un vol à sa confiance.

M. FILLMORE, LE KENTUCKY ET LE COURRIER DES ETATS-UNIS.

Nous entendons quelques-uns de nos amis know-nothings avancer, avec beaucoup d'aplomb, que le Kentucky donnera certainement ses douze voix électorales à M. Fillmore. Qu'il nous suffise de rappeler à ceux-là, que M. Breckenridge jouit, dans cet Etat, d'une popularité immense, que jamais il n'y a éprouvé un échec, et qu'ils n'oublient pas non plus que, le 3 de ce mois, les whigs, de la vieille école, du Kentucky se sont réunis en convention; que DIX-SEPT comtés étaient représentés là, et que SEIZE d'entre eux (on remarquait parmi les membres James Clay, fils de Henry Clay), se sont prononcés énergiquement contre M. Fillmore, à propos duquel, par parenthèse, le *Courrier des Etats-Unis*, dans son numéro du 10, s'exprime ainsi:

"La situation se trouve complètement renversée en ce qui concerne M. Fillmore. Ici, c'est l'homme que nous accepterions de grand cœur, et c'est le parti qui nous arrête. Encore M Fillmore lui-même a-t-il singulièrement perdu à nos yeux, par ses allures et son langage depuis qu'il est de retour aux Etats-Unis. Sa candidature, telle que nous l'avions comprise, aurait dû être toute de réserve et de dignité. Forcé d'accepter la nomination d'un parti odieux, pour avoir le droit de descendre dans l'arène présidentielle, il devait s'attacher avant tout à faire oublier l'origine de sa candidature et repousser le piédestal fangeux du know-nothingisme, pour s'offrir, fort de sa seule valeur personnelle, au vote de la nation. C'eût été là peut-être une conduite en dehors des manœuvres consacrés par le manuel électoral, mais grande, hardie et pleine de chances de succès par sa nouveauté même. M. Fillmore, par malheur, a tout autrement pris les choses. Au lieu de relever à la hauteur de son passé le rôle que lui avaient imposé les circonstances, c'est lui-même qui est descendu au niveau de ce rôle. Non content de se prêter aux ovations avortées du know-nothingisme, il s'est abaissé jusqu'à la flagornerie vis-à-vis des chevaliers de la lanterne sourde. De son voyage en Europe, où il a dû puiser tant d'enseignements, où il a reçu toutes les hospitalités, il n'a su faire qu'une occasion d'insulte contre les étrangers et de plate flatterie à l'adresse de ses auditeurs américains. En quelques jours, en quelques discours, M. Fillmore est ainsi tombé volontairement au rang des plus vulgaires politiqueurs de son parti. Il a épousé beaucoup trop cordialement le know-nothingisme, pour que nos sympathies à son endroit ne soient pas au moins très ébranlées."

KANSAS.

Les abolitionistes sont toujours à l'œuvre au Kansas, et ils ne se reposeront pas tant qu'on ne leur aura pas démontré, de la façon la plus significative, la plus énergique, que le succès de leur complot est impossible.

Des nouvelles, que nous recevons de Topeka, et qui vont jusqu'au 4, nous disent que le *Free State Convention* s'était réuni le 2, et avait passé des résolutions dans lesquelles il approuve l'action du parti Républicain, et demande à ses partisans au Congrès, de s'opposer à toute allocation de fonds, jusqu'à ce que le Kansas soit admis dans l'Union comme Etat libre.

Au sein de cette convention, on a donné lecture des proclamations du Président et du Gouverneur Shannon et, aussi, d'une lettre du colonel Sumner, dans laquelle il déclare qu'il dispersera la Législature. Toutes les personnes présentes, au nombre de huit cents, étaient armées.

Le 4, le colonel Sumner, à la tête de 200 dragons et de 2 pièces d'artillerie, est, en effet, arrivé, il a ordonné à la Législature de se disperser, ce que celle-ci a fait.

La Convention préparait des résolutions déclarant qu'elle donne son appui au gouverneur d'Etat et qu'elle approuve la Constitution de Topeka.

St. Louis, 9 juillet.—Des lettres de Topeka du 4 courant disent qu'une convention s'y est assemblée, demandant de nouveau l'admission du Kansas avec la Constitution de Topeka.

Environ 800 personnes assistaient en armes à cette convention.

Les deux Chambres législatives se sont réunies le 4. Elles se sont trouvées en nombre.

Dans l'après-midi, le colonel Sumner est entré en ville avec 200 dragons et a fait braquer deux canons au haut de l'avenue Kansas. Les dragons se sont présentés devant le lieu de réunion et le colonel a declaré qu'il ne voulait ni désarmer le peuple ni troubler la convention, mais qu'il avait l'ordre de dissoudre la Législature et qu'il le ferait

S'approchant alors de la salle des Représentants, il les informa qu'il avait ordre de les disperser.

"J'arrive, leur a-t-il dit, de la frontière, où j'ai renvoyé chez eux les Missouriens; maintenant je suis ici avec ordre de disperser la Législature, et je vous commande de vous séparer."

Le juge Schuyler ayant demandé s'il expulserait la Chambre à la pointe des baïonnettes.

"J'emploierai, a-t-il répondu, toute la force sous mon commandement pour exécuter mes ordres."

Une scène semblable a eu lieu au Sénat, qui s'est aussi dispersé.

La peur d'une invasion avait empêché beaucoup de gens d'assister à la Convention

Le colonel Lane n'était pas encore arrivé.

UNE MESURE VIGOUREUSE.— Les citoyens du comté de Fauquier, Virginie, ont tenu un meeting, le 26 juin, à la station de Piedmont, afin d'exprimer l'indignation qu'a excitée en eux la conduite d'un M. J. C. Underwood, lequel a prétendu représenter la Virginie dans la Convention Républicaine de Philadelphie. L'assemblée a adopté des résolutions, condamnant tout esprit de sectionnalité; proclamant son dévouement à la Constitution et à l'Union telles qu'elles existent et dénonçant comme calomnie toute tentative de créer l'impression que les doctrines free soilistes ou abolitionistes gagnent un pouce de terrain en Virgine.

On a nommé un comité chargé d'exprimer les sentiments du meeting à ce Monsieur, et de l'informer que les membres dudit meeting pensent qu'il est juste et convenable qu'il quitte l'Etat, aussi promptement qu'il pourra le faire.

DRAME DE FAMILLE.— Le *Republican* d'Ogdensburg nous apporte le récit d'une lamentable tragédie qui s'est passée la semaine dernière.

Un nommé Thomas Taylor, ayant bu plus que de raison, eut une altercation avec sa femme et sa fille. Il menaça même cette dernière de la tuer avec un fusil qu'il avait en main. Sa fille alors lui arracha l'arme et la jeta dans la rivière. Jusque là rien de mieux; mais se saisissant d'un bâton, elle revint vers son père et l'en frappa si violemment sur la tête, qu'elle lui brisa le crâne, et que le malheureux ne tarda pas d'expirer.

LES CERCEAUX SAUVEURS.— Une jeune dame de Charlestown tomba dans l'eau, jeudi soir, en traversant le Warren bridge, pour s'être trop pressée lorsqu'il était encore ouvert. Elle eût été noyée infailliblement, sans l'ample garniture des cerceaux qu'elle portait sur elle, et qui la soutinrent à la surface en faisant ballon. Un bateau arriva à son secours, et la tira tout à fait d'affaire.

Les cerceaux peuvent donc être utiles à quelque chose,—quand on passe les ponts et à la condition qu'on tombe dans l'eau.

ESSAYEZ VOTRE CHANCE!

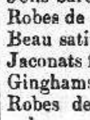
GRANDE RAFFLE de $ 500 en BIJOUX, comprenant 100 prix.—Chaque mise gagnant un prix.— Chez F. Delarue, à l'encoignure des rues Main et Bellevue.

Les prix consistent en:
Une Montre en Or et Chaîne,— Une Bague en Diamant,—Cullières d'Argent,—Bracelets,—Plume et Porte-Crayon en Or,—Boucles d'Oreilles,— Epinglettes,—Bagues, &c.

Les mises sont en vente chez Frank Delarue et chez John Cochran, aux Opelousas, et au Magasin de Livres de Millspaugh, à Washington, Lne.

Washington, 26 Juillet, 1856.

Ralliez-vous! Ralliez-vous!!



LES soussignés désirant positivement clore leurs affaires, offrent leur *stock* de marchandises au prix coutant. De bonnes affaires sont offertes dans les marchandises suivantes:

Jolis barèges coloriés, de 25 à 30 cents.
Robes de barèges coloriés, à $3 50, $5 et $6.
Beau satin rayé à 60 cents.
Jaconats français à 25, 30 et 35 cents.
Ginghams à 20, 25 et 30 cents.
Robes de soie de couleur et noires, à très bon marché.
Mouchoirs brodés, en toile, de $1 à $10.
Bandes Suisses et jaconats, de 50 cents à $4 et $5.
Collerettes en jaconats suisses, de 15 cents à $4 à $5.
Assortiment de collerettes, de $1 25 à $10.
Ombrelles pour dames, noires et de couleurs variées, de $2 à $3 50.
Ombrelles alpacas de prix divers.
Etoffes à rideaux, damassées, à $1.
Indiennes huilées, pour rideaux, à 35 et 40c.
Indiennes à la mode (pour rideaux), à 20 et 25 cents.
Courtepointes blanches et en couleur, à $1 25 et $1 50.
Prints noirs et à la mode, à 10 et 12 cents.
Toile d'Irlande, 1re qualité, à $8, $10 et $11 la pièce.
Mousselines unies, de 12½ à 25 cents.
Mousselines blanches à la mode et brillantines, de 25 à 30 cents.
Coton blanc et brun pour draps de lit, à bon marché
Chaussettes pour hommes et bas pour dames, à tous prix.
Les rubans seront vendus à vil prix.
Les marchandises d'Hiver seront données presque pour rien.
Bottes, Chapeaux et Souliers seront vendus à bas prix.
Ils ont en mains un assortiment complet de Quincaillerie.

Nous appelons l'attention du public à cet avis, car il parle pour lui-même.

GENIN, POIRET & CO.
Opelousas, 26 Juillet, 1856.

COUR DE DISTRICT.
Paroisse St-Landry.

Clarissa Smith, vs. Charles G. Miller. } No. 7527.

DANS cette affaire, en raison de la loi et de l'évidence, étant en faveur de la Demanderesse, il est par conséquent ordonné, adjugé et décrété que la Demanderesse obtienne jugement de séparation de biens d'avec le Défendeur, que la communauté des biens existant entre eux, soit dissoute, et que la Demanderesse ait jugement contre le Défendeur pour la somme de huit cent dix piastres, avec une hypothèque sur les propriétés du Défendeur, pour la somme de cinq cent soixante piastres, à partir du premier Janvier, 1849, et pour la somme de deux cent cinquante piastres à partir de cette date.

Jugement rendu, lu et signé en Cour siégeante, aux Opelousas, le 26 Juin, 1856.

LUCIUS J. DUPRE,
Juge du 15me District Judiciaire.
Pour copie conforme,
Ls. LASTRAPES, *Greffier.*
Opelousas, 26 Juillet, 1856.

Etat de la Louisiane.
COUR DE DISTRICT, PAROISSE ST. LANDRY, } No. 7871.
Succession du Gustave Frugé.

JOSEPH ANDREPONT, de la Paroisse St. Landry, Administrateur de la Succession de feu Gustave Frugé, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté son second Compte Annuel de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant à être autorisé de distribuer les fonds de la dite Succession conformément à la loi,—Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition par un ordre de la Cour susdite, en date du 24 Juillet, 1856;—

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Compte ne serait pas homologué, et l'Administrateur autorisé à distribuer les fonds de la dite Succession conformément à la loi.

Ls. LASTRAPES, Greffier.
Opelousas, 26 Juillet, 1856.

Negresse Marronne en Prison.

IL a été écroué, dans la Prison de la Paroisse St. Landry, le 21 Juillet courant, 1856, une négresse, griffonne, se disant nommer CLARISSE, et appartenir à F. Brunner, demeurant à Plaquemine Brulée, dans la Paroisse St. Landry.

Clarisse est fortement constituée, âgée d'environ 27 ans, taille 4 pieds 11 pouces, et ne parlant que l'Anglais.

Le propriétaire de cette esclave est prié de venir prouver sa propriété, payer les frais et l'emmener, autrement il en sera disposé conformément à la loi, après le délai légal.

CHS. THOMPSON, Geôlier.
Opelousas, 26 Juillet, 1856.

A LOUER.
Pour cause de Départ.

LE soussigné offre à louer, à partir du 1er Mai, 1857, un bon Magasin, parfaitement installé pour le commerce de la localité, deux Maisons de Résidence et une Boulangerie, des mieux achalandées; le tout est situé dans le centre de la ville de Washington, et, conséquemment, dans l'endroit le plus propice au commerce.

Le Stock du magasin ci-dessus, est un des plus complets de la Paroisse St. Landry. Il consiste en Broderies anglaises, Indiennes bien choisies, Jaconats divers, Soieries, Dentelles, Merceries, Quincaillerie, Chaussures, &c, &c.

La personne qui louerait les dites propriétés, pourrait traiter de l'achat des marchandises ci-dessus, aux conditions les plus avantageuses.

Les personnes auxquelles le soussigné pourrait devoir, sont priées de lui présenter leur comptes, et celles qui lui doivent, devront régler au plus tard, dans le courant de Février prochain, si elles veulent s'éviter des frais.

Pour plus amples renseignements, s'adresser sur les lieux, à Washington.

☞ Le public est averti que dès-aujourd'hui, toutes mes marchandises seront vendues au prix de facture.

BERNARD THIRY
Washington, Lne., 19 Juillet, 1856.

Etat de la Louisiane.
COUR DE DISTRICT, PAROISSE ST. LANDRY, } No. 7860.
Succession de feu Martin Donato, h. c. l.

AUGUSTE DONATO, h. c. l., de la Paroisse St. Landry, Exécuteur Testamentaire de la Succession de Martin Donato, h. c. l., décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté un Tableau Final de Distribution de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui,—Et, attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition par ordre de la Cour susdite, en date du 22 Juillet, 1856;—

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, l'Exécuteur déchargé de toute responsabilité ultérieure, et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, *Greffier.*
Opelousas, 26 Juillet, 1856.

Vente Publique.

IL sera offert en vente, par le soussigné, le SAMEDI, 26 courant, à Washington,

Un beau Lot de Marchandises Sèches, Quincaillerie, Fayence, une Charrette Marchande et deux Chevaux.

Les conditions seront annoncées le jour de la vente. EVTE. DEBAILLON,
Encanteur.
Opelousas, 12 Juillet, 1856.

Etat de la Louisiane.
COUR DE DISTRICT, *Paroisse St. Landry,* } No. 7860.
Succession de Madeleine Stelly.

JOSEPH SAVOIE, de la Paroisse St. Landry, Administrateur de la Succession de feue Madeleine Stelly, décédée, dernièrement de la Paroisse St. Landry, ayant présenté un Tableau final de ladite succession accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui.— Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de ladite pétition par ordre de la Cour susdite en date du 17 Juillet 1856.

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, et l'Administrateur déchargé de toute responsabilité ultérieure, et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, Greffier.
Opelousas, 19 Juillet, 1856.

Etat de la Louisiane.
COUR DE DISTRICT, *Paroisse St. Landry,* } No. 7858.
Succession de feu William Wikoff.

DELIA D. WEBB, de la Paroisse St. Landry, administratrice de la Succession de feu William Wikoff, décédé, dernièrement de la susdite Paroisse, ayant présenté un Tableau de règlement final et de Distribution de la dite Succession, accompagné d'une pétition demandant l'homologation d'icelui,—Et attendu qu'il a été fait droit à la demande de la dite pétition par ordre de la Cour susdite en date du 3 Juillet 1856.

En conséquence, avis est par le présent donné aux intéressés dans cette succession, d'avoir à déduire au Greffe de la Cour susdite, dans les trente jours qui suivront la date du présent avis, les raisons, si aucunes ils ont, pour lesquelles le dit Tableau ne serait pas homologué, l'Administratrice déchargée de toute responsabilité ultérieure, et son cautionnement cancellé.

Ls. LASTRAPES, Greffier.
Opelousas, 12 Juillet, 1856.

OUVRAGES TYPOGRAPHIQUES
exécutés avec promptitude et netteté au Bureau du Courrier des Opelousas.